



***L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LE MOUVEMENT DES IDÉES***  
*25<sup>ème</sup> colloque ADDES, 22 octobre 2013*

***LES ÉCONOMIES FÉMINISTES :***  
***QUEL ENRICHISSEMENT***  
***POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ?***

***Zoë Maus***  
***CRESSPA-GTM, Université Paris 8***

avec le soutien de la

**FONDATION**  
**CREDIT COOPERATIF**  
FONDATION D'ENTREPRISE



## Les économies féministes. Quel enrichissement pour l'économie sociale?

Zoé Maus

(doctorante en Sociologie -Paris 8 – GMT/CRESSPA)

### 1. Introduction

Alors que le thème de ce colloque vise à analyser l'économie sociale dans le mouvement des idées, la réflexion présentée dans cette communication part de l'hypothèse que les économies féministes et les économies sociales et solidaires ont comme points communs d'être des mouvements d'idées à la fois "multiples" et marginaux. En effet, ils sont hétérogènes dans leurs corpus théoriques, multiformes dans leurs pratiques et les structures qui s'en revendiquent et "à la marge" des théories économiques dominantes. C'est dans ce sens qu'il nous semble important de montrer les liens que les économies sociales peuvent entretenir, en tant que projet de société pour une "autre économie", avec un projet et mouvement d'idées comme celui des économies féministes, mouvement comme elle issu de savoirs "d'en bas" (Haraway, 2009), et recouvrant «à la fois un champ de pratiques et une conception socio-économique» (Draperi, 2003). Par ailleurs, tant les économies féministes que les économies sociales et solidaires ont un caractère critique, voire utopique dans leur manière d'appréhender l'économie, mais également la société et le monde. Les deux ont une visée de transformation de la société dans leur désir d'une autre économie émancipatrice et incluante. Il s'agit de construire une autre économie permettant la reconquête populaire de la sphère économique et, notamment, de décroquer ce qui l'était auparavant: les sphères privées et collectives et les sphères professionnelles, le marché et l'état, en donnant également de l'importance à d'autres sphères et d'autres modes de production (et reproduction) des ressources nécessaires à la vie en société. Par ailleurs, il s'agit de deux courants économiques profondément ancrés dans des pratiques et des contextes locaux, répondant à des états de nécessité d'un groupe social donné, en réponse à une situation et une expérience. Ils ont également tous deux confrontés à une invisibilisation ou une instrumentalisation par les courants économiques dominants, ayant notamment été l'objet de politiques socio-économiques émanant des gouvernements et pouvoirs publics.

Cette communication tentera donc d'analyser quelques facettes des économies féministes afin de donner quelques nouvelles pistes de réflexions aux acteurs et actrices de l'ESS et leur permettre de voir l'impensé genré des économies sociales et solidaire afin d'y remédier.

La première partie de cette communication s'attachera à clarifier ce que sont les savoirs et pratiques féministes et quelles sont leurs caractéristiques. Ceux-ci remettent notamment en question une pensée dichotomique et hiérarchisante, qui tend à catégoriser et universaliser les pratiques et les théories, sous couvert d'objectivité et de neutralité des sciences. Il importe, selon les féministes, de prendre en compte la "pluralité divergente" des pratiques de production de savoirs<sup>1</sup>, en posant la question de ce qui (et qui) leur donne une légitimité et

<sup>1</sup> Cette question est particulièrement développée par les théoriciennes des "savoirs situés" et du "positionnement", notamment Sandra Harding et Donna Haraway. Une synthèse de ces réflexions a été faite par Maria Puig De La Bellacasa

d'ancrer les savoirs dans leurs contextes de production en dépassant une prétendue objectivité et neutralité.

Dans une seconde partie, nous aborderons l'économie féministe proprement dite, en analysant ses différentes caractéristiques et les critiques principales qu'elle adresse au système capitaliste et aux théories économiques dominantes. En effet, si le féminisme et les mouvements féministes sont connus pour les revendications "égalitaires" (quotas, temps de travail, salaires, etc.), les mouvements féministes ont surtout mis en cause les savoirs établis, promouvant des visions nouvelles ou encore (re)valorisant du savoir dans l'expérience des femmes, à partir d'une "position" sociale et historique, questionnant la possibilité même d'un savoir neutre et désintéressé. Il s'agit dans l'économie féministe de construire des savoirs positionnés, situés. Cela n'est pas évident et nous analyserons quelques facettes de ce que nous appellerons l'économie de genre, qui montre l'instrumentalisation dont ont été l'objet certaines des revendications féministes.

Dans une troisième partie, nous tenterons de montrer quelques points communs entre l'économie féministe et l'économie sociale et solidaire, notamment, les critiques méthodologiques et épistémologiques du cadre théorique économique dominant portées par l'ESS (du moins dans certains de ses courants) ainsi que l'instrumentalisation et l'atténuation du caractère novateur et émancipateur de ces deux courants par le système dominant.

Nous terminerons par quelques pistes d'action permettant d'avancer dans la direction d'une plus grande égalité au sein de l'économie sociale.

## 2. Des savoirs féministes ancrés dans des pratiques

### 2.1. Invisibilisation des femmes dans la production de savoirs

L'analyse de la plupart des théories, qu'elles soient économiques, sociales, ou politiques, montre que les femmes et l'expérience des femmes ne constituent que très rarement (voire jamais) la base de ces théories, les modèles utilisés n'étant jamais basés sur cette expérience. Cette "absence" implique, lorsqu'on entame une enquête sur l'expérience des femmes, de rencontrer de "nouveaux" problèmes, tels le travail affectif ou les aspects relationnels de la personnalité, rendus invisibles autrement. Comme le souligne Juteau-Lee<sup>2</sup> l'irruption du point de vue minoritaire a rendu visible sa situation concrète et symbolique ou, comme le dit Puig, on assiste à la politisation d'expériences des sans-voix.<sup>3</sup> Loin de vouloir remplacer un masculin universel par son équivalent féminin, les questions féministes ne sont pas réductibles à une intervention particulariste qui mettrait en péril par un relativisme radical, l'ambition universelle du savoir. Elles ne se limitent pas non plus à la recherche d'une simple intégration du féminin négligé qui élargirait un universel réformé<sup>4</sup> mais mettent en évidence que les femmes sont, dans la plupart des cas, de simples «objets», à la fois objets d'étude dans la recherche universitaire et objets des politiques publiques, y compris dans l'économie et l'économie sociale. Ainsi, une partie des recherches féministes travaillent les rapports de genre à partir de la restitution de l'expérience des femmes, invisibilisée tant par le masculin se

dans son ouvrage: Politiques féministes et construction des savoirs. "Penser nous devons"! Ed. L'Harmattan, Paris, 2012.

<sup>2</sup> Juteau-Lee Danielle, Visions partielles, visions partiales: visions des minoritaires en sociologies, in Sociologie et sociétés, vol. 13, num. 2, 1981, pp. 33-48

<sup>3</sup> Puig de la Bellacasa Maria, *Divergences solidaires, autour des politiques féministes des savoirs situés*, Multitudes Web, mars 2003, <http://multitudes.samizdat.net/divergences-solidaires>

<sup>4</sup> Puig de la Bellacasa Maria, Politiques féministes et construction des savoirs. Penser nous devons, L'Harmattan, Paris, 2012

donnant pour universel dans la vie sociale que par les sciences sociales positivistes construisant des théories explicatives qui invalident les points de vue des acteurs au nom d'une objectivité neutre.<sup>5</sup>

En tant que groupe social, les femmes ont été largement mises de côté, et leur point de vue minorisé. Notamment, la pensée occidentale a contribué à renforcer cette dichotomie entre le majoritaire et le minoritaire, catégorisant et classant afin d'établir des savoirs qui auraient valeur absolue et universelle. Aussi, *"du point de vue féministe, la tâche la plus immédiate est de démonter le mythe, profondément ancré dans la conscience ordinaire, selon lequel l'objectivité, la raison et l'esprit doivent être rangés du côté mâle, alors que la subjectivité, les sentiments et la nature sont féminins. Dans cette division entre travail émotionnel et travail intellectuel, les femmes ont été sacrées garantes et protectrices du personnel, de l'émotionnel, du particulier pendant que la science – royaume par excellence de l'impersonnel, du rationnel et du général – devenait la chasse gardée des hommes. (...) Les études sociologiques de la science, dans leur tentative d'identification de facteurs déterminants extra-scientifiques, ont en général fait l'impasse sur les forces qui sont à l'œuvre dans la psyché individuelle. »*<sup>6</sup>

Pour les féministes, il importe de défier les catégorisations absolues et abstraites au nom desquelles se justifient des discriminations et persécutions sociales bien concrètes contre des minorités. Les minorités étant ici comprises selon la distinction deleuzo-guattarienne entre le majoritaire et le minoritaire, distinction selon laquelle le "majoritaire" est le pouvoir de définition de la norme, l'étalon. La majorité supposant un état de pouvoir et de domination. Cette dichotomie entre majoritaire et minoritaire a été renforcée par celle existant entre le centre et la marge, indiquant ce qui était digne d'intérêt et de crédit, et ce qui l'était moins, excluant de facto les savoirs jugés illégitimes et hiérarchisant les catégories. Or, selon Joan Scott, il ne s'agit pas tant d'opposer égalité et différence, mais égalité et inégalité. Il importe de reconnaître les différences tout en n'en faisant pas des sources d'inégalités.

## 2.2. Points de vue situés, objectivité forte et construction des savoirs

Parmi les éléments "fondamentaux" mis en avant par les féministes, figure donc le fait que les "savoirs" sont inscrits dans une situation et un contexte donnés et basés sur des expériences particulières non universalisables. Les théories développées par des féministes comme Sandra Harding et Donna Haraway, mais aussi Maria Puig au niveau francophone, mettent en évidence ce caractère situé des savoirs. Selon elles, il est nécessaire de prendre en compte les enjeux historiques, sociaux et politiques qui accompagnent la construction des savoirs. Le cheminement historique est important et il est crucial, selon les mots de Maria Puig, de tendre à *"vouloir être mieux "avec" que mieux "que" d'autres qui nous ont précédés ou nous entourent"*. Par ailleurs, comme Harding le souligne dans sa réflexion sur l'épistémologie du "standpoint", il est important que les sujets de tous les mouvements de libérations apprennent comment genre, race, classe et sexualité sont utilisés pour se construire l'un l'autre afin d'atteindre leurs objectifs.<sup>7</sup> Selon elle, si les femmes au sein des mouvements sociaux veulent

<sup>5</sup> CHABAUX-RYCHTER et alii, *Sous les Sciences Sociales, le genre*, La Découverte, 2010; HARAWAY Donna, *Des singes, des cyborgs et des femmes. La réinvention de la nature*, Éditions Jacqueline Chambon - Rayon Philo, Actes Sud, Paris, 2009, p. 17

<sup>6</sup> Evelyn Fox Keller, citée par Françoise Balibar, *Y a-t-il une science féminine ?* in COLLIN Françoise (1992) : *Le sexe des sciences. Les femmes en plus*. Editions Autrement. Paris (pp. 166-180)

<sup>7</sup> HARDING Sandra (2001), *Rethinking Standpoint Epistemology: What Is "Strong Objectivity"?* in ALCOFF Linda and POTTER Elizabeth (éditeurs), *Feminist Epistemologies*, Routledge, p. 67

connaître le mode à partir de la perspective des vies des femmes, il est indispensable que les femmes soient actrices et "maitresses" de ces agendas. C'est donc de participation politique et de politisation des savoirs "relocalisés" où l'on participe à l'élaboration d'un savoir et où on agit sur la récolte des données, participant ainsi à la construction d'un savoir du "nous".

Pour cela, il importe de remettre en cause la rationalité des savoirs scientifiques et leur prétendue objectivité. Alors que les scientifiques cherchent le plus souvent à évacuer la politisation du discours sous prétexte que celui-ci équivaut à un renoncement de la rationalité scientifique et une soumission de la vérité aux rapports de force et de pouvoir, les tenants d'un point de vue situé prétendent au contraire que cette politisation est indispensable. La critique féministe ne porte pas tant sur le fait d'avoir une orientation mais plutôt sur la prétention à l'objectivité et à l'universalisme et sur le fait que la science soit "désincarnée" ou "désidéologisée". Cependant, il ne s'agit pas non plus de tomber dans le relativisme, car le relativisme est une manière de n'être nulle part en prétendant être également partout à la fois.<sup>8</sup> Postuler que toute position est égale, en impliquant que tout se vaut, est une dénégation de la responsabilité et de l'investigation critique, ce qui nie les enjeux du positionnement, de l'incarnation et de la perspective partielle et surtout rend impossible à voir tout enjeu de pouvoir et de domination.<sup>9</sup>

### 2.3. Repolitiser l'expérience et questionner le pouvoir

Politiser la vie personnelle et la subjectivité, c'est une façon de prendre en compte les différentes manières (que les femmes ont) d'exister et qui ne correspondent pas avec les significations socialement acceptées d'être femme (ou noir, ou ouvrier). Il s'agit de construire un regard collectif nourri de la diversité des situations et permettant de transformer ce que femme veut dire. Le mouvement féministe s'est fortement employé à montrer la politisation de l'expérience, comme le montre le slogan "*Le privé est politique*". Cette tendance a mené à une réflexion sur la division sexuelle du travail qui, malgré qu'elle n'épargne aucun milieu social, a pourtant été largement impensée, notamment dans les analyses marxistes, mais également dans l'économie sociale et solidaire. Selon Maria Puig, "*politiser tous les domaines de l'existence signifie aussi que des domaines traditionnellement apolitiques entrent dans le domaine du pensable et du transformable. Sur le terrain des luttes de femmes, des situations considérées normales sont devenues des problèmes. Élargir le politique signifie faire des questions historiquement normalisées, des questions politiques et donc négociables et contestables. Politique signifie ici la possibilité de transformer l'existence, les êtres, sans contradiction entre ontologie, histoire et contingence.*"<sup>10</sup>

Il s'agit donc de faire de la politique autrement, en réinterroger les gestes et pratiques, ainsi que la gestion des rapports de pouvoir. L'empowerment ne signifie pas chercher à dominer sur d'autres, mais pouvoir avoir d'autres, pouvoir ensemble, ou pouvoir du dedans. C'est aussi une capacité d'agir, pour soi, mais avec d'autres, semblables ou différents. Il s'agit donc, non pas de promouvoir une politique de la différence, mais une politique différente dans un monde hérité<sup>11</sup>, - avec ses partages de pouvoir, ses rapports de force, de genre.

<sup>8</sup> HARAWAY Donna (2009), Des singes, des cyborgs et des femmes. La réinvention de la nature, Éditions Jacqueline Chambon - Rayon Philo, Actes Sud, Paris, 2009

<sup>9</sup> HARAWAY Donna, Savoirs situés. La question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle.\

<sup>10</sup> Puig, opcit, p. 43

<sup>11</sup> Cette notion du "monde hérité" est particulièrement développée par un groupe de jeunes (et moins jeunes) chercheuses féministes, reliant leur pratiques et réflexions au texte fondateur de Virginia Woolf, Trois Guinées, dans lequel Woolf exhorte les jeunes femmes à penser: Think We Must.

Cette conception du savoir, et la re-politisation de celui-ci permet d'aborder l'économie différemment. En effet, les économies féministes analysent les textes économiques pour découvrir, nommer et valoriser les nombreuses activités économiques productives réalisées par les femmes et autres personnes subordonnées mais aussi de rendre compte des "fausses vérités" promulguées par les économistes et produire de meilleurs et plus vrais compte-rendus du monde qui permettraient de comprendre – et d'éliminer – les relations sociales inégalitaires. Ce point de vue permet de développer d'autres façons de penser, de faire et d'analyser l'économie. C'est ce que tentent de faire les économistes féministes, en proposant de sortir des cadres habituels.

### 3. Les économies féministes: un point de vue sur l'économie

Comme d'autres sciences, la plupart des connaissances de l'économie restent largement dominées, par l'«homme blanc»<sup>12</sup>, et il est sous-entendu que leurs cadres de pensée sont objectifs et neutres. Notamment, dans le système capitaliste, il est sous-entendu que ce système est le seul valable et qu'il est universellement applicable. En critique à cet état d'esprit, les concepts d'objectivité forte apportée par Harding et Haraway, ainsi que la «logique de multiples sujets d'expérience et de pensée" sont utiles pour montrer les limites de la plupart de ces cadres et les définitions souvent utilisés, même par certains mouvements féministes. Les liens entre connaissances et politique nous permettent également de comprendre l'économie féministe mais également l'économie sociale comme une économie faite à partir des positions particulières, ainsi que le potentiel libérateur de la pensée avec les femmes de l'économie, et pas seulement sur elles ou pour elles.

#### 3.1. Les économies féministes: genèse de la réflexion

Émergeant durant les années 1970, l'économie féministe est à la confluence d'une diversité de réflexions et travaux, issus tant du monde académique que des mouvements de femmes et organisations féministes.<sup>13</sup> En effet, depuis 1975 et la Conférence des Nations Unies sur les femmes, les mouvements féministes et groupes de femmes ont créé de nouvelles solidarités et ont réussi à faire porter leur voix pour mettre les thématiques qui les concernent à l'agenda des institutions internationales mais également dans les agendas nationaux. Suite à cette conférence et à celle de Pékin qui eut lieu vingt ans après, les mouvements féministes ont mené une réflexion critique sur les modèles de développement défendus par les institutions internationales et les politiques économiques visant à en finir avec les inégalités et la pauvreté. La théorie économique féministe émerge principalement de deux réactions. D'une part la critique féministe de la société patriarcale, d'autre part la critique des pratiques dominantes dans l'économie mainstream. Elles tentent d'analyser les textes économiques pour découvrir, nommer et valoriser les nombreuses activités économiques productives réalisées par les femmes et autres personnes subordonnées. Les économistes féministes questionnent également la participation des femmes dans la force de travail, la différence salariale et la

<sup>12</sup> Voir Robeyn, opcit

<sup>13</sup> C'est dans le courant des années 1970, principalement aux Etats-Unis, que se développe l'économie féministe. Ce n'est toutefois que dans les années 1990 que ce courant prendra plus d'ampleur, notamment avec la création en 1995 de l'International Association for Feminist Economics, association qui depuis lors publie la revue *Feminist Economics* et contribue à la diffusion des théories féministes.

ségrégation occupationnelle et analysent, entre autres, les tâches de reproduction biologique et sociales, et de l'approvisionnement. Mais leur apport théorique va au-delà de ces seules thématiques.

### 3.2. Quelques caractéristiques de l'économie féministe

L'économie féministe est marquée par le rejet de trois aspects, distincts mais liés, de la théorie économique dominante: sa tendance à glorifier la satisfaction de l'intérêt égoïste et sa conception de l'Homo Oeconomicus rationnel, son refus de reconnaître la valeur économique du travail domestique et son incapacité à s'intéresser aux identités et aux actions collectives fondées sur le sexe, la nation, le sexe ou la race.<sup>14</sup> Elle questionne également les limites de ce qu'est l'économie, le rôle du genre dans l'économie et sa volonté de transformer les situations d'inégalité.<sup>15</sup> Ces critiques (et différences avec l'économie "mainstream") tournent donc autour de trois pôles: méthodologique, ontologique et épistémologique comme le fait Ingrid Robeyns.<sup>16</sup>

#### Déconstruire les paradigmes pour une économie du positionnement

L'économie féministe se distingue de l'économie standard dans sa méthodologie puisqu'il s'agit ici de décider de la méthode à utiliser une fois définies les questions auxquelles on veut trouver une réponse et non pas l'inverse. L'économie féministe rejoint en ce sens la méthodologie de l'économie solidaire, telle qu'elle est décrite par Laville: "*La conceptualisation de l'économie sociale réfute l'adhésion à un modèle idéal de société dont les principes seraient définis par une pensée abstraite pour être ensuite appliquée dans la réalité. Elle plutôt d'une méthodologie descriptive et compréhensive, l'observation des pratiques autorisant la construction d'idéaux-types et alimentant la réflexion.*"<sup>17</sup>

C'est à partir de l'expérience qu'on pourra également choisir les indicateurs. Les indicateurs de l'économie standard ne peuvent permettre une analyse féministe d'une situation, notamment parce que le choix des catégories conceptuelles fait référence à la participation à une activité productive, excluant les activités ménagères et l'autoconsommation.<sup>18</sup> La conception hyper-individualiste et matérialiste du bien-être, illustrée par les indicateurs supposés refléter les niveaux de richesse nationale, nie toute notion d'utilité sociale, qu'elle soit d'ordre individuel ou collectif.<sup>19</sup> Les indicateurs et statistiques utilisés ne sont pas neutres et la manière dont les informations sont collectées influence les résultats obtenus. Comme le dit Heilbroner, ces indicateurs et modèles ne sont valables que pour l'analyse du capitalisme, et ne peuvent s'appliquer à des sociétés qui ne seraient pas mues par la recherche du profit et l'accumulation des richesses.<sup>20</sup> Or nous dit Harding, "*pour construire une théorie*

<sup>14</sup> FOLBRE Nancy, De la différence des sexes en économie politique, Editions des Femmes, Paris, 1997

<sup>15</sup> Esquivel Valeria (editora), Alma Espino, Pérez Fragoso Lucía, Rodríguez Enriquez Corina, Salvador Soledad, (con la colaboración de Gabriela Pedetti), Alison Vásconez (2012) *La economía feminista desde América Latina: una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región* GEM LAC – Grupo de Macroeconomía y Género en América Latina ONU-MUJERES, Santo Domingo

<sup>16</sup> Robeyns Ingrid, Is there a feminist economic methodology, draft paper, 2000

<sup>17</sup> Laville Jean-Louis, Economie solidaire et changement social in L'économie solidaire, Les Essentiels d'Hermès, CNRS Editions, Paris, 2012, p. 15

<sup>18</sup> Evans Alison, Statistiques, in BISILLIAT Jeanne et VERSCHUUR Christine (dirigé par), Genre et Économie, *Cahiers Genre et développement*, n°2, 2001, AFED-EFI, Paris-Genève, pp. 51-62.

<sup>19</sup> Guérin Isabelle, 2005, opcit

<sup>20</sup> cité par Schneider Geoff and Shackelford Jean (1998), Ten principles of feminist economics: a modestly proposed antidote, draft paper of a presentation at the Meeting of the Southern Economic Association, Baltimore, 1998

*(économique) féministe adéquate nous avons le choix entre deux voies. Soit nous traquons dans les théories existantes toute trace d'androcentrisme et nous attachons à remplir les espaces vides entre les discours, de façon innovatrice et nous interrogeons en permanence la question de l'instabilité des catégories analytiques. Soit nous trouvons dans cette instabilité même la réflexion théorique de certains aspects de la réalité politique et employons cette instabilité comme ressource de nos pensées et pratiques."<sup>21</sup>*

Il est donc indispensable de déconstruire les paradigmes économiques standard, et pour cela, il faut partir des positions des femmes, puisque ce n'est qu'en partant des réalités que l'on peut établir une science valide. L'objectif de l'économie féministe est d'améliorer l'analyse économique en la délivrant des biais créés par la centralité des préoccupations masculines. Il importe de rendre compte des fausses vérités promulgués par les économistes et de produire de meilleurs comptes-rendus, qui seraient plus réalistes et permettraient de comprendre et d'éliminer les relations sociales inégalitaires. De nouveaux indicateurs doivent donc être élaborés si l'on veut une meilleure compréhension des réalités multiples de nos sociétés.

### **Les champs et lieux de l'économie féministe**

Le premier questionnement de l'économie féministe concerne le champ de l'économie. Il est en effet indispensable selon l'EF d'élargir l'économie à l'ensemble des processus permettant de générer les ressources nécessaires à la vie en société et surtout à la soutenabilité de celle-ci. Il importe donc de ne pas se limiter à l'étude du seul marché ou aux seuls rapports entre celui-ci et l'état. Parallèlement elle cherche à comprendre le rôle joué par les inégalités entre les femmes et les hommes dans l'économie, estimant qu'il n'y a pas de processus économique neutre en terme de genre et que ces processus ont toujours un impact sur ces relations et les enjeux de pouvoir qu'elles sous-tendent. A l'inverse, les relations de genre influencent aussi les processus économiques. L'EF entend également élargir sa compréhension de l'économie afin de "changer le monde", mettant en avant la visée émancipatrice de la mise en place d'une autre économie, d'autant plus urgente au vu des crises qui nous affectent: écologique, de reproduction sociale, de soins, etc. Il s'agit donc d'une perspective novatrice pour le changement social.

L'analyse des "lieux de l'économie" montre bien que le modèle économique standard s'intéresse prioritairement aux activités marchandes, négligeant les biens et le travail s'échangeant dans des circuits non-marchands. Or, le foyer, la famille, la communauté, le secteur non-marchand, les gouvernements, sont également des institutions économiques. L'économie féministe met en avant la construction sociale et non inhérente ou intrinsèque de la sphère marchande. Chaque société définit en effet les domaines d'activités, les biens et les services commensurables et compensables par la monnaie.<sup>22</sup> Tout comme elle définit ce qui a de la valeur ainsi que les rôles de chacun.

### **Les sujets de l'économie**

Il s'agit donc d'analyser les processus générateurs de ressources pour qu'apparaissent les conditions indispensables pour la vie en société. L'EF met en avant la notion d'interdépendance, réfutant ainsi radicalement la notion de l'Homo Oeconomicus comme sujet

<sup>21</sup> HARDING Sandra, L'instabilité des catégories analytiques de la théorie féministe, Multitudes - Futur Antérieur n°4 : Hiver 1990 et n°5 : Printemps 1991 (version électronique : <http://multitudes.samizdat.net/L-instabilite-des-categories>).

<sup>22</sup> Guérin Isabelle, Femmes et économie solidaire, La Découverte, Paris, 2003

économique auto-suffisant et indépendant, neutre dans ses choix. Elle insiste pour la reconnaissance de l'économie diverse réellement existante, dans laquelle une pluralité d'agents et de sphères interagissent avec le marché capitaliste et l'état: travail domestique et de soins non rémunéré, travail communautaire, etc. Cet élargissement permet de voir et mettre en exergue le conflit structurel des économies capitalistes entre la "reproduction" et la "production", entre les conditions de vie et l'accumulation du capital. Pour qu'existent les conditions de possibilité du "Buen Vivir"<sup>23</sup>, il est nécessaire d'affronter les tensions profondes inhérentes à la relation capitaliste entre production de marchandises pour l'obtention d'un bénéfice et la reproduction sociale de la population. À cet égard, les dépenses sociales que la plupart des économistes critiquent sous prétexte qu'elles freinent la croissance, permettent le maintien et la reproduction de la force de travail, mais il est invisibilisé car non comptabilisé.

Michèle Pujol met en évidence la nécessité de déconstruire l'économie néoclassique à deux points de vue. Elle critique d'abord l'invisibilité des femmes et les caractéristiques qui leur sont attribuées (les femmes sont mariées, ont des enfants, sont femmes au foyer ou doivent l'être de par leurs capacités reproductives, sont moins productives que les hommes, et ne peuvent être des "agents économiques capables de prendre les bonnes décisions économiques". D'autre part Pujol critique les paradigmes de l'économie néoclassique dans leur méthodologie, notamment les présupposés de l'analyse économique. Elle critique la notion de "family wage" (chef de ménage pourvoyeur du "salaire familial")<sup>24</sup> De nombreuses féministes se sont laissé gagner par ces biais. En effet, il semble difficile de sortir du cadre donné: les revendications pour l'égalité portent le plus souvent sur les femmes mariées avec enfants, invisibilisant de facto les femmes célibataires, les lesbiennes, les femmes sans enfants, tout comme les femmes ne rentrant dans le cadre admis.

Les économistes féministes approfondissent également l'analyse des rapports entre l'individu et le collectif, les êtres humains étant plus que des entités rationnelles guidées par la recherche égoïste du profit individuel. Ils n'agissent pas seulement dans le cadre des marchés mais aussi comme membres d'une communauté, d'une famille et leurs choix se fondent aussi sur ce que la société attend d'eux, le contexte et leurs possibilités. Leurs motivations ne sont pas uniquement monétaires, de même que leurs modes d'action ne sont pas toujours basés sur la compétition. Altruisme, coopération, collaboration sont également importants, d'autant plus qu'ils ne peuvent être compris que par leurs relations de groupe et leurs interactions sociales. Par ailleurs, les initiatives citoyennes des individus sont porteuses de changement économique et il y a une relation d'influence réciproque entre les organisations collectives et leur contexte.<sup>25</sup> Certains auteurs, non définis comme féministes, mettent en avant la pluralité des modes de circulation des biens et des services, comme Polanyi, qui évoque, aux côtés de l'échange, la redistribution, la réciprocité et l'administration domestique. Prendre en compte l'articulation entre ces quatre modes d'action semble indispensable à la compréhension

<sup>23</sup> La notion du "buen vivir" ou bien vivre a été développée par les mouvements indigènes latino-américains et s'inscrit dans un courant critique du développement. À partir de ses origines autochtones, ce nouveau discours a été théorisé dans la sphère académique et traduit en principes normatifs qui ont progressivement pénétré la sphère politique, ce qui est particulièrement visible en Équateur et en Bolivie. Il inclut à la fois l'idée d'interdépendance entre la société et l'environnement naturel, et une conception de l'universel comme réalité plurielle. Ainsi, l'insertion du discours du buen vivir dans les débats mondiaux sur la société et l'environnement réactive la réflexion sur les dérives socioéconomiques et écologiques du développement. In: Vanhulst Julien et Beling Adrian, Buen vivir et développement durable : rupture ou continuité ? dans *Ecologie & politique*, 2013/1 (N° 46)

<sup>24</sup> PUJOL Michèle, *Into the Margin, in Out of the Margin. Feminist Perspectives on Economics*, Edited by Edith Kuiper and Jolande Sap with Susan Feiner, Notburga Ott and Zafiriz Tzannatos, Routledge, Londres, 2005, pp. 13-24

<sup>25</sup> Degavre, F. et Lemaître A. (2008). Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale. Interventions économiques, 38, décembre. (revue électronique : [http://www.telug.quebec.ca/pls/inteco/rie.entree?vno\\_revue=1&vno\\_numero=55](http://www.telug.quebec.ca/pls/inteco/rie.entree?vno_revue=1&vno_numero=55))

globale des phénomènes économiques.

Par ailleurs, le rôle de l'état est également questionné et, si pour les économistes néo-classiques, le rôle de l'état doit être limité, pour les économistes féministes la question n'est pas tant de savoir si l'état doit intervenir mais bien quels intérêts sont défendus par l'état. En tant qu'institution le plus souvent dominée par des hommes blancs, son action peut être sujet à caution. Elles considèrent également que l'état doit jouer un rôle dans la mise en place de politiques publiques oeuvrant pour l'égalité entre les femmes et les hommes et dans le changement des mentalités, tant dans la sphère publique que privée.

### **Intersectionnalité et rapports de pouvoir**

L'économie féministe attache également la plus grande importance à la compréhension des relations de pouvoir et au dépassement des inégalités, incluant dans l'analyse une vision transversale et intersectionnelle des modèles actuels, soulignant que les inégalités de genre affectent toutes les sphères de la vie en société: des comportements individuels jusqu'aux macro-structures en passant par les institutions étatiques. Par ailleurs ces inégalités de genre se croisent avec d'autres axes d'inégalités, comme la classe sociale ou la race, afin de ne pas tomber dans l'essentialisme.

Les mouvements féministes ont également interrogé le partage du pouvoir et les rapports de force, et ont étendu la politique et la question du pouvoir à des domaines qui jusque là leur échappait, notamment ce qui est du domaine du privé, ou de la famille. Or, dans l'économie mainstream, ce n'est qu'avec Becker et la New Home Economics (durant les années 1970) que cette question a été abordée, et encore, il faut constater qu'elle ne l'a pas vraiment été en tant qu'analyse des rapports de force et de pouvoir existant au sein de ces sphères. En effet, les économistes féministes estiment que ces "préjugés", tant sur la nature humaine en relation aux membres de la famille qu'en relation aux autres, sont des déformations et mauvaises représentations de la société. Elles sont en plus androcentrées et sous-entendent un arrangement optimal pour les familles et la famille avec une division sexuelle de tâches. Cela rend impossible d'attirer l'attention sur le fait que ces arrangements sont (souvent) au désavantage des femmes, tant au sein des familles que sur le marché du travail.

Certaines analystes féministes estiment par ailleurs que, dans un système "patriarcal", les femmes sont confrontées à une oppression de genre, quelle que soit leur classe sociale ou le mode de production. En effet, l'oppression de genre est le résultat de la division sexuelle du travail, et notamment, dans le système capitaliste, la division entre travail rémunéré ou pas, productif ou reproductif, domestique ou salarié. Les économistes féministes font aussi le constat que les femmes ont moins d'opportunités que les hommes et qu'il existe des différences entre les femmes, dues à la classe, la race, l'ethnie, la nationalité, l'orientation sexuelle. Il y a donc une tension entre le fait de considérer les femmes comme un groupe et la reconnaissance de grandes différences entre elles. Il faut donc analyser les différentes façons dont les privilèges économiques sont distribués et la signification du genre dans la distribution de ces ressources<sup>26</sup>. Cette oppression est donc susceptible d'exister y compris dans le mode de production mis en place dans l'ESS.

<sup>26</sup> BARKER Drucilla K. and FEINER Susan F., *Liberating economics. Feminist perspectives on families, work, and globalization*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 2004

### **L'intégration de l'économie de genre dans les politiques publiques: une arme à double tranchant**

Un malentendu, qui fait confondre l'intégration des femmes au niveau des structures, et l'intégration des revendications ou questionnements posés par le "mouvement féministe" semble persister, dû (et entretenu) par plusieurs éléments. D'une part, il existe une résistance des cercles de pouvoir et de production de savoirs, et leur réticence à intégrer des savoirs et points de vue "minoritaires" (ou autre: savoirs populaires, savoirs non occidentaux, etc) contribue à l'invisibilisation de ceux-ci. D'autre part, les mouvements féministes, avec l'émergence d'un "parler en tant que femme" ont amené des problèmes "intraitables" du point de vue des cadres politiques traditionnels, abordant des questions laissées pour compte ou qui n'était pas jugées dignes d'intérêt par les centres de production du savoir ou les lieux de pouvoir (politique, économique, social). Il importe dès lors de pouvoir sortir du cadre de réflexion et de pensée.

Aussi, alors que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes revient régulièrement sur le devant de la scène, politique, militante et médiatique, le monde du travail et de l'économie ne sont pas épargnés par cette thématique, notamment lorsque les revendications pour une égalité entre les femmes et les hommes se concentrent sur les questions d'inégalités salariales, la présence de femmes dans les instances dirigeantes des entreprises ou la conciliation entre la vie professionnelle et la vie privée.<sup>27</sup> Si elles ont peu à peu réussi à se faire entendre par les institutions politiques mais aussi par la population, les mentalités et comportements sont cependant lents à changer et il importe de pouvoir comprendre les mécanismes profondément ancrés dans notre société menant à ces situations d'inégalités.

Si l'on observe la manière dont ces questions sont traitées au niveau politique et médiatique, on constate que les thématiques retenues dans les agendas politiques et économiques sont le reflet d'autres problèmes sociaux ou économiques et que les questions féministes ne sont intégrés que de manière plutôt utilitariste, pour résoudre des problèmes posés par "d'autres". Les mouvements féministes (et leurs revendications) sont en effet souvent instrumentalisés à des fins de gestion du social, diluant largement leurs revendications les plus "radicales" ou novatrices dans un "système capitaliste moralisé"<sup>28</sup>.

Les tensions pouvant exister au sein des différents courants féministes quant aux stratégies à adopter a également contribué à la réduction des exigences féministes au plus petit dénominateur commun. Nous l'avons dit plus haut, lorsqu'il est question d'intégrer les revendications féministes dans les politiques publiques, ou tout simplement, dans l'imaginaire collectif, celles-ci se résument le plus souvent à des questions portant sur l'égalité formelle (égalité de droits, de salaires, participation aux sphères publiques via des quotas, accès à des services publics tels les crèches, etc.). Les mouvements féministes et associations de femmes vont eux-mêmes dans ce sens la plupart du temps. Parallèlement l'économie sociale a été confrontée au même type d'obstacles, qui n'ont gardé du caractère innovant des propositions de l'ESS que son plus petit dénominateur commun.

Ce que les féministes appellent **l'économie de genre** opère dans le cadre méthodologique et ontologique des modèles économiques standard et cherche à rendre visible la condition des femmes afin d'améliorer celle-ci. Au-delà de la valorisation du "travail invisible" des

<sup>27</sup> Ces revendications ne sont pas sans poser questions et se heurtent souvent à des remarques désobligeantes justifiant ces inégalités. Qui n'a pas déjà entendu en effet dire que les quotas n'amènerait qu'une perte de compétences sous-entendant ainsi que les femmes qui seraient intégrées dans les C.A. des entreprises ne seraient évidemment pas compétentes mais ne devraient leur présence qu'à l'existence de quotas obligatoires. Ou bien que c'est normal que les femmes soient moins bien payées puisqu'elles sont plus souvent absentes à cause de leur "statut" de mère.

<sup>28</sup> LAVILLE Jean-Louis, Agir à gauche. L'économie sociale et solidaire, Desclée De Brouwer, Paris, 2011

**Les économies féministes. Quel enrichissement pour l'économie sociale ?**

femmes<sup>29</sup>, les économistes du genre tentent aussi de donner une réponse aux différents paradigmes économiques dominants. Notamment ils et elles analysent la construction sociale des besoins et des rôles ainsi que des comportements, afin de déconstruire le préjugé opposant la liberté et la rationalité masculines à la dépendance et l'altruisme féminins. Cependant, pour les tenants de l'économie féministe, cette vision du "femmes et économie" (devenue par la suite "genre et économie") revient à "add women and stir" (ajouter des femmes et secouer) et ne remet pas en cause la base du problème qui est l'inadéquation des modèles et des paradigmes dominants, notamment celui de la croissance, mais demande aux femmes de jouer le jeu avec les armes des hommes.<sup>30</sup>

Ce courant, assez bien intégré dans la plupart des courants économiques et dans les politiques publiques est particulièrement présent dans l'économie du développement qui, depuis les années 1970, tente de quantifier systématiquement les inégalités entre les sexes, notamment par le biais des indicateurs de genre. Cet exercice, bien qu'apportant des indications utiles est le plus souvent effectuée en vue d'aligner le niveau de productivité des femmes sur celui des hommes et ne vise pas à un réel changement des rapports sociaux de sexe et ne donnent pas d'explication satisfaisante aux mécanismes conduisant aux inégalités dans la division sexuelle du travail. Ce courant, ne remettant pas en cause le système global, est aussi celui qui est le plus facile à "défendre" au sein de l'intelligentsia (non féministe).

#### 4. L'ESS: une économie située?

Notre propos est donc de voir comment le "point de vue" (standpoint) égalitaire, mis en avant par l'économie sociale peut, s'il fait l'impasse sur une analyse genrée et sexuée de la société et du système qui la fonde (patriarcal et capitaliste), façonner et renforcer les mécanismes contribuant à la perpétuation d'inégalités entre les femmes et les hommes. Or, sans un approfondissement de cette réflexion sur la place des femmes et de leurs savoirs dans l'économie sociale, l'objectif d'une "autre économie", émancipatrice et égalitaire, ne pourrait être atteint. Les économies féministes et les points de vue féministes sur l'économie sont en effet une "porte d'entrée", un "point de vue" sur l'économie qui semble être un apport indispensable à la réflexion. Il nous semble donc utile de mettre en parallèle quelques caractéristiques et conceptions de ces deux ensembles de discours et pratiques en y intégrant la question de l'impensé genré et sexué caractérisant nombre de théories et de mouvements de pensées (comme l'ont souligné Chabaux-Rychter et alii dans leur ouvrage *Sous les Sciences Sociales, le genre*,<sup>31</sup>).

##### Une diversité de points de vue sur l'Économie sociale

Nous envisageons l'ESS comme étant un système de pensée global, à visée politique et porté par des "mouvements sociaux", à la manière de l'économie populaire, telle que conçue en Amérique latine, c'est à dire une économie encastrée dans un tissu social, fondé sur un réseau, de personnes et dans un territoire commun, se "tissant dans une mutuelle reconnaissance ancrée dans le partage d'une vie quotidienne et d'un passé commun". En effet, l'économie

29 Des statistiques réalisées par le PNUD au cours des années 90 montraient que dans la quasi totalité des pays, le temps de travail des femmes était supérieur (elles supportent en moyenne 53% de la charge de travail dans les pays du Nord contre 51% dans les pays du Sud), mais en large partie invisible puisque non rémunéré. Toujours selon les mêmes statistiques, environ 2/3 du temps de travail des hommes est consacré à des activités rémunérées et cette proportion est inverse pour les femmes. 2/3 de leurs temps de travail passe donc complètement inaperçu et dans les pays du Sud, cette proportion atteint les ¾ (PNUD, 1995).

30 Robeyns Ingrid, *Is there a feminist economic methodology*, draft paper, 2000

31 Chabaux-Rychter et alii, *Sous les Sciences Sociales, le genre*, La Découverte, 2010

sociale n'est pas seulement une manière de mener un projet économique: au-delà d'un fonctionnement structurel, il véhicule également un projet de société ambitieux, désireux de contribuer à un monde plus égalitaire. L'économie sociale et solidaire, en tant que projet visant à la transformation de la société et du système économique, vise à la réalisation d'une économie émancipatrice et égalitaire, au service de la collectivité et de la société dans son ensemble, réfléchit à différentes questions.

Cette vision de l'économie sociale comme projet global n'est pas forcément partagée par tous. En effet, l'ES est souvent décriée par les économistes "mainstream" et on observe une certaine incompréhension ou méconnaissance de la réalité des propositions de l'ES comme le montre l'enquête menée par Pascal Frémault auprès des économistes "hors ES".<sup>32</sup> Par ailleurs, certains auteurs (et praticiens de l'ESS) estiment que l'économie sociale n'est qu'une "autre voie", un "tiers secteur", ni public, ni privé. Il n'est pas notre propos de discuter ces différentes conceptions dans cette communication mais il est intéressant de montrer que, tout comme le champ d'étude et d'analyse féministe est diversifié et hétérogène, le "champs" de l'économie sociale est vaste et diversifié, tant dans son histoire que dans ses formes actuelles.

Parmi les nombreuses définitions de l'ES, deux nous semblent particulièrement intéressantes. Celle de Danièle Demoustier (2001), qui la définit comme "une association pour entreprendre autrement" qui prendrait en compte les trois dimensions de l'action collective sans en privilégier une au départ : la dimension sociale (s'associer), la dimension économique (entreprendre) et la dimension politique (le «autrement»)<sup>33</sup> et la définition du CWES qui donne les caractéristiques des structures de l'ESS et qui repose sur quatre points: le service aux membres et à la communauté prime sur la recherche d'un profit individuel, l'autonomie de gestion, une prise de décision démocratique et la primauté des gens et du travail sur le capital dans la redistribution des bénéfices.<sup>34</sup>

### **Déconstruire les paradigmes économiques pour un positionnement et une meilleure visibilité de l'économie sociale**

Partir de ces deux définitions permet de faire le lien avec l'économie féministe. En effet, elle aborde à la fois la question de l'élaboration d'un savoir "autre" et la remise en question d'une économie comprise comme étant uniquement du fait du marché dans ses relations avec l'état. Elles présupposent la coexistence de plusieurs espaces publics qui s'imbriquent ou s'opposent et où les problèmes politiques et économiques sont en lien avec les aspects culturels et environnementaux.<sup>35</sup> L'espace public est non unifié et mouvant et les questions qui y sont abordées ne sont pas traitées par le seul usage de la raison. Elles ne peuvent être dissociées du vécu de l'action en commun et du développement des capacités personnelles des acteurs qui y sont impliqués. Si l'on admet la relation d'influence réciproque entre les OES et leur contexte, ainsi que leur participation au renouvellement des politiques publiques, il nous faut insister sur le rôle que l'économie sociale doit jouer dans une meilleure prise en compte non seulement du genre, mais aussi d'un mode de pensée qui serait moins patriarcal.

Ne relevant ni de l'état, ni du marché, les organisations d'économie sociale (OES) sont

<sup>32</sup> FREMAUX Philippe: Les économistes interrogent l'Economie sociale et solidaire, Note de synthèse de l'Enquête réalisée pour le Labo-ESS et l'Institut CDC pour la recherche, Alternatives Economiques Etudes et Communication, Janvier 2013

<sup>33</sup> FAVREAU Louis, Qu'est-ce que l'économie sociale? Synthèse introductive, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) Série :Recherche R.35

<sup>34</sup> Cette définition du CWES (Conseil Wallon pour l'Economie Sociale) est largement reprise, et rejoint d'autres définitions données par d'autres organismes de reconnaissance de l'ES.

<sup>35</sup> LAVILLE Jean-Louis, Agir à gauche. L'économie sociale et solidaire. Desclée de Brouwer, Paris, 2011

souvent tiraillées entre la volonté de participer au système en y effectuant quelques menus changements et adaptations et le désir de proposer un système économique global, qui serait une réelle alternative au capitalisme.<sup>36</sup> Leur positionnement n'est donc pas toujours clair et l'ESS hésite souvent entre deux pôles: entre marchand et non-marchand, profit et non-profit, institutionnalisation et autonomie, les dilemmes sont nombreux. Si l'on analyse ces dualismes à partir de ce qu'on a dit précédemment, on pourrait dire que l'ESS vit les mêmes difficultés que l'économie féministe: comment en effet proposer un modèle économique alternatif alors que la structure même de la pensée économique rend difficile de voir la multitude des réalités et la pluralité des points de vue? Il semble dès lors plus facile de s'intégrer dans le système en y intégrant quelques améliorations, comme ont choisi de faire les tenants de l'économie du genre. Or, comme le souligne Isabelle Guérin, pourquoi l'objectif ne serait pas de se substituer à l'état ou au marché? Peut-on, se demande-t-elle, vraiment défendre l'économie sociale et solidaire si l'on ne considère pas que ça puisse être un système global, à opposer mettre en œuvre, tout comme l'est le capitalisme?<sup>37</sup>

### **Au delà du marché et de l'état: construire une économie multiple basée sur la collectivité**

Dans la construction d'une autre économie, notons la volonté de remettre la collectivité et la notion de service au centre de celle-ci. L'acteur économique y est tourné vers l'autre et situé dans sa réalité. Il n'est donc pas question ici "d'homo oeconomicus" individualiste et dont les choix ne seraient déterminés que par l'intérêt immédiat.

Par ailleurs, soulignons la volonté de "relocaliser l'économie" ainsi que de valoriser les innovations sociales. Un ancrage local est en effet indispensable pour la réussite des projets d'économie sociale et solidaire. La valorisation du service à la collectivité nécessite en effet le retissage d'un lien social fort. L'individu n'est dès lors plus détaché de son environnement lorsqu'il effectue des choix. Le profit n'étant pas le seul objectif, l'économie dépasse largement le lieu du seul marché. D'autres interactions que le simple échange monétarisé sont prises en compte.

Cela ouvre évidemment d'autres perspectives, notamment celle de prendre en compte tout ce qui relève du non-marchand, mais aussi tout ce qui se passe à d'autres niveaux: l'état, les institutions, les communautés, la famille. En reconnaissant comme crucial ce qui est habituellement nié et invisibilisé, l'ESS témoigne de l'importance accordée aux différents aspects de la "vie quotidienne", notamment par le développement du secteur des services (aux personnes, aux collectivités, aux entreprises). Si comme le montre de nombreuses statistiques, ces activités du quotidien sont le plus souvent effectuées par les femmes, on pourrait donc y voir une reconnaissance de la contribution des celles-ci à l'économie. Or, il nous faut émettre quelques doutes sur ceci.

D'une part, en orientant une grande partie de ses activités vers les services (à la collectivité ou de proximité), mais en ne réussissant pas à modifier de façon notable le rapport femmes/hommes au sein de ses différents secteurs d'activité et si l'ESS voit une sur-représentation des femmes dans ses effectifs, sans que celle-ci ne soit une caractéristique des organisations et entreprises mais résulte de la forte implication du secteur dans des domaines

<sup>36</sup> DRAPERI Jean-François, Pour l'économie sociale, [http://www.crida-fr.org/03\\_actualites/panels/Panel\\_7\\_France/ISTR-EMES\\_paper\\_Draperi.doc](http://www.crida-fr.org/03_actualites/panels/Panel_7_France/ISTR-EMES_paper_Draperi.doc)

<sup>37</sup> Guérin Isabelle, Femmes et Economie Solidaire, La Découverte, Paris, 2003, p. 13

d'activité où les emplois féminins sont traditionnellement surreprésentés.<sup>38</sup> Le risque est donc grand de se voir assimilée à une "économie de femmes".

D'autre part, en faisant rentrer dans le domaine marchand des tâches relevant de la réciprocité et de la redistribution mais aussi de l'administration domestique (pour suivre les catégories de Polanyi), on peut craindre que ces activités soient "dénaturées", et que l'ESS ne soit instrumentalisée et réduite à sa seule dimension de régulation sociale de l'économie.<sup>39</sup>

Néanmoins, cette ouverture à d'autres lieux se fait de manière peu explicite et pose la question de ce que représente, et surtout qui est représenté, par cette "collectivité" au service de laquelle est l'ES et qui la compose. Alors que l'économie standard parlait d'homo oeconomicus, aurait-on ici une "collectivité oeconomicus", c'est-à-dire un acteur sans genre, indéfini et qui finalement ne prendrait en compte ni la diversité de ses composantes (femmes, enfants, personnes âgées, hommes, etc.), ni les éventuelles relations de pouvoir qui la traverseraient? L'ESS effectue ici une pirouette ontologique semblable à celle qui est effectuée par les économies standard et qui supposent une totale harmonie au sein des familles alors que, sur le marché, les individus se comporteraient en "loups". Le fait de se donner pour finalité de "rendre un service à la collectivité" impliquerait-il que cette relation d'échange économique soit parfaitement égalitaire? Rien n'est moins sûr, et la question se doit d'être posée.

### Une économie aux multiples acteurs

À la différence d'une approche libérale individualiste, l'économie solidaire n'appréhende pas les activités économiques comme seulement privées, elle envisage leur dimension publique concrétisée par des engagements dans des regroupements associatifs volontaires. L'économie solidaire serait l'ensemble des activités contribuant à la démocratisation de l'économie par des engagements citoyens. Cette question est liée, en aval, à la réflexion sur les mouvements sociaux (mouvement syndical, mouvement associatif des jeunes, des femmes et des écologistes) depuis plusieurs décennies et, en amont, à la réflexion de chercheurs et de dirigeants qui refusent le capitalisme et le néolibéralisme comme seule voie de développement (Favreau, Fall et Larose, 2004). L'association libre des citoyens est à cet égard importante. Comme le soulignent Develtere et Fonteneau, les théories récentes ne considèrent plus les mouvements sociaux comme des créatures du changement social, mais plutôt comme des créateurs du changement social, dans le sens où ils sont plus des vecteurs de changement que des conséquences du changement (même si des gradations existent dans la volonté de transformation de la société et du système).<sup>40</sup>

<sup>38</sup> On observe en effet une féminisation élevée des emplois (65,5 % en moyenne de femmes contre 60% dans le secteur public et 40% dans l'économie privée). On note d'ailleurs, une plus grande présence dans les associations que dans les coopératives, mais se répartissent inégalement selon les secteurs. Fort présentes dans l'éducation, la santé ou l'action sociale, les femmes sont moins représentées dans les services aux personnes ou dans la finance. Cependant, si l'on analyse la répartition verticale de ces femmes, on constate les mêmes inégalités (bien qu'à des niveaux moindres) que dans l'économie privée: 52% de cadres dans l'ESS pour 32% dans le privé hors ESS. En effet, les femmes accèdent moins que les hommes à des postes à fortes responsabilités et occupent plus d'emplois à temps partiel. Les inégalités salariales sont cependant moins fortes dans l'ESS que dans le reste de l'économie, même s'ils se creusent cependant de manière importante selon le type de structures ou selon les secteurs d'activité. Les cadres sont majoritairement présents dans les coopératives et les associations, et dans certains secteurs d'activité : l'enseignement, la finance, les banques et les assurances, l'action sociale et la santé. Voir les statistiques détaillées dans <http://www.recherches-solidarites.org/media/library/arfassosynthese.pdf>

<sup>39</sup> LAVILLE Jean Louis, *L'économie solidaire en Europe*, Les Notes de l'Institut Karl Polanyi, Impatiences Démocratiques Editeurs, Paris, 2000

<sup>40</sup> DEVELTERE Patrick et FONTENEAU Bénédicte, *Mouvement social et économie sociale et solidaire: conçue au nord, pertinente au Sud?*, Economie et solidarités issue:Hors Série pages:30-52, 2003

Or, dans l'enquête déjà citée, Pascal Frémault et alii montrent que peu d'économistes "hors ESS" voient le caractère "populaire" de celle-ci. Seule Florence Jany-Catrice insiste sur la contribution de l'économie à la co-construction de certaines politiques publiques, sur les territoires, mais aussi au niveau national. Elle souligne également le renforcement du pouvoir d'agir des personnes que peut porter l'ESS et son rôle dans l'économie de proximité. L'enquête montre cependant que cette position est minoritaire parmi les économistes "mainstream" et que l'ESS est d'abord évaluée par les services qu'elle rend mais sans que cela ne soit le fait d'une forme mobilisée de la société civile.

Une certaine conception de l'économie sociale, telle que celle défendue par Jean-Louis Laville entre autres, implique de "rompre avec le déterminisme économique comme avec la focalisation sur l'état et le marché."<sup>41</sup> Repenser les rapports entre démocratie et économie nécessite par ailleurs de prendre en compte la société civile et de l'intégrer à cette réflexion mais aussi et surtout à la mise en place de structures autres. En effet, comment agencer sphères économique et politique quand la production de biens et de services et la vie de la cité ne sont pas attribués à des groupes sociaux différents? Comment répartir les tâches collectives sans introduire une hiérarchie sociale?

### **Autonomie de gestion ou petites mains d'un capitalisme moralisé?**

Le deuxième critère mentionné dans la définition évoque l'autonomie de gestion. Si son interprétation varie selon les analyses, il semble acquis qu'elle concerne surtout l'autonomie par rapport à l'état. Comme mentionné plus haut, une grande partie de l'activité de l'économie sociale est orientée vers les services, jouant dans une certaine mesure le rôle que devrait jouer l'état dans le cadre d'une redistribution égalitaire. Par ailleurs, le fait que ce secteur soit largement subventionné crée une relation tronquée entre les parties, notamment en rendant les OES dépendantes du bon vouloir du prince tant dans le choix de leurs activités que dans la mise en œuvre de celles-ci. Cette instrumentalisation n'est cependant pas nouvelle. Dès l'après seconde guerre mondiale en effet on voit l'augmentation de l'intervention étatique, et une pondération respective du marché et de l'état. *"Les associations deviennent des prestataires des pouvoirs publics. Elles sont enrôlées dans les politiques sociales. Parallèlement, les mutuelles deviennent des auxiliaires des systèmes de protection sociale et les coopératives se confrontent au marché. L'économie sociale acquiert donc un poids important mais au détriment de son influence politique, ses composantes étant de plus en plus cloisonnées par la partition État- Marché, son identité pose problème."*

Aujourd'hui, cette instrumentalisation est de deux types. Le premier est le renforcement de la dépendance de l'économie sociale et solidaire par rapport à un état social modernisé dans lequel on assiste à la destruction des services publics et l'utilisation d'indicateurs modélisés et quantifiables mesurant les activités ainsi que la mise en place de techniques managériales. L'économie sociale occupe une fonction de prestataire de services. Le deuxième type d'instrumentalisation est le mimétisme gestionnaire et l'adoption des modalités de gouvernance d'entreprise dans toutes les structures. On assiste à une évolution vers le modèle du "social business", les entreprises ayant une finalité sociale mais opérant à l'intérieur du système capitaliste comme des entreprises conventionnelles. L'économie sociale et solidaire n'est plus, pour beaucoup d'économistes, comme encore évoqué par les économistes cités dans l'enquête de Frémault, qu'une nouvelle philanthropie, destinée à composer les effets négatifs de la mondialisation du capitalisme, y compris pour ceux qui émettent des doutes sur la capacité

<sup>41</sup> LAVILLE Jean-Louis, La politique de l'association. Ed. Seuil, coll. Économie Humaines, Paris, 2011

de l'ESS à remplir ce rôle. Parallèlement aux politiques accentuant le désengagement de l'état, on assiste à un "éloge" de la société civile, dont les actions sont sensées compenser les effets de cette libéralisation. Dans ce contexte, les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont mises au service d'objectifs qui leur sont extérieurs, les transformant en adjuvant d'un état social modernisé ou en agent d'un capitalisme "moralisé". "Les discours sur les sentiments humanitaires et les devoirs des pauvres supplantent les notions de citoyenneté et de droit. Parallèlement, cette "instrumentalisation" et cette "course à la reconnaissance" a détourné la plupart de acteurs de l'économie sociale et solidaire d'une analyse des relations de pouvoir et de domination, qui est le plus souvent abandonnée, par résignation ou parce qu'il faut bien s'intégrer.<sup>42</sup>

## 5. Pour un enrichissement mutuel et un changement social durable

L'objectif de cette communication était, dans le cadre de ce colloque sur l'économie sociale dans le mouvement des idées, de montrer quels pouvaient être les apports d'un regard émanant des économies féministes à la conception d'une économie sociale qui serait plus incluyente des savoirs et pratiques développés par les femmes et les économies féministes. En tant qu'économies "marginales" et "utopiques", émergents de savoirs d'en bas et de pratiques et contextes locaux, ces deux courants économiques ont en réalité bien des points communs. Les deux courants remettent en cause les préceptes de l'orthodoxie néolibérale et forment une "contre-expertise". En effet, ils sont tous les deux confrontés à l'existence d'un système dominant: patriarcal et masculin pour les économies féministes, capitaliste pour les économies sociales et solidaires qui les a largement invisibilisés mais aussi marginalisés par le capitalisme qui n'a cessé de dire que "dans l'économie un seul choix est possible, le sien."<sup>43</sup> Dans un contexte de production des savoirs où les catégories sont hiérarchisées et opposées, elles se sont le plus souvent retrouvées du côté du faible, du négligeable. La pensée politique maintient souvent l'économie sociale et solidaire dans l'invisibilité ou bien la méprise comme si elle était trop marginale pour être sérieuse. Les économies féministes subissent le même sort: souvent invisibilisées ou apportant des problématiques qui sont jugées futiles, leurs revendications ont souvent été jugées non recevables.

Il est dès lors indispensable de pouvoir renverser les catégories, non pas pour en créer de nouvelles mais plutôt, à l'image de ce que nous disaient Deleuze et Guattari, de créer d'autres devenirs: incluyants. En effet, *"le problème n'est jamais d'acquérir la majorité, même en instaurant une nouvelle constante. Il n'y a jamais de devenir majoritaire, majorité n'est jamais un devenir. Il n'y a de devenir que minoritaire."*<sup>44</sup>

Par ailleurs, alors qu'elles émanent d'une construction historique, ancrées dans des contextes donnés et reflets d'une multiplicité d'enjeux, les deux théories cherchent à montrer la nécessité de repolitiser et relocaliser les savoirs et les pratiques. Il est nécessaire en effet de réinterroger les gestes et pratiques de l'économie, ainsi que les rapports de pouvoir afin de revaloriser le "pouvoir ensemble" plutôt que le "pouvoir sur". Elles réinterrogent également le cloisonnement des sphères (publiques, privées, marchandes, non-marchandes) et cherchent à

<sup>42</sup> LAVILLE Jean-Louis, Agir à gauche. L'économie sociale et solidaire. Desclée de Brouwer, Paris, 2011, p. 31

<sup>43</sup> JEANTET Thierry, L'économie sociale. Une alternative au capitalisme ?, Ed. Economica, Paris, 2008

<sup>44</sup> Deleuze Gilles et Guattari Félix, Mille Plateaux, Editions de Minuit, Paris, 1980, p. 134

valoriser ce qui est invisible. L'élaboration de nouvelles "questions" et de nouveaux indicateurs est indispensable pour continuer d'interroger nos catégories analytiques.

Or, comme le souligne Jean-Louis Laville, l'innovation dont est porteuse l'ESS (mais aussi l'économie féministe) dépend de leur capacité à interroger les conceptions dominantes de la politique et de l'économie. La capacité de l'ESS à participer à un changement démocratique passe par la critique radicale des représentations du monde focalisées sur l'état et le marché. En effet, si l'économie est assimilée au marché, parallèlement l'action publique est identifiée à la seule action des pouvoirs publics, oubliant l'interdépendance avec l'action citoyenne. Ce constat rejoint celui qui est fait par l'économie féministe et qui met en évidence la nécessité de construire des espaces publics divers, mais aussi de prendre en compte les différents principes et sphères impliquées dans le champ économique. La redistribution, la réciprocité et l'administration domestique sont de celles-là et contribuent à entretenir un lien social indispensable.

S'il est nécessaire de questionner le système économique dans lequel nous vivons, de nouveaux liens doivent être créés, afin d'élaborer ensemble de nouvelles manières de traiter les problèmes auxquels est confrontée la société et de réellement faire de l'économie autrement. Il nous semble dès lors plus qu'enthousiasmant de constater que, loin de s'opposer, les économies féministes et les économies sociales ont tout à gagner à approfondir leur compréhension mutuelle, élargissant et situant leurs points de vue pour une économie inclusive.

## 6. Bibliographie indicative

### Sur les savoirs féministes et les savoirs situés

CHABAUX-RYCHTER et alii, *Sous les Sciences Sociales, le genre*, La Découverte, 2010

DELEUZE Gilles et GUATTARI Félix, *Mille Plateaux*, Editions de Minuit, Paris, 1980  
HARAWAY Donna, *Des singes, des cyborgs et des femmes. La réinvention de la nature*, Éditions Jacqueline Chambon - Rayon Philo, Actes Sud, Paris, 2009

HARAWAY Donna, *Savoirs situés. La question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle*

HARDING Sandra (1993), *Rethinking Standpoint Epistemology: What Is "Strong Objectivity"?* in ALCOFF Linda and POTTER Elizabeth (éditeurs), *Feminist Epistemologies*, Routledge

HARDING Sandra, *L'instabilité des catégories analytiques de la théorie féministe*, *Multitudes - Futur Antérieur* n°4 : Hiver 1990 et n°5 : Printemps 1991 (version électronique : <http://multitudes.samizdat.net/L-instabilite-des-categories>)

JUTEAU-LEE Danielle, *Visions partielles, visions partiels: visions des minoritaires en sociologies*, *Sociologie et sociétés*, vol. 13, num. 2, 1981, pp. 33-48

PUIG DE LA BELLACASA Maria, *Divergences solidaires, autour des politiques féministes des savoirs situés*, *Multitudes Web*, mars 2003, <http://multitudes.samizdat.net/divergences-solidaires>

PUIG DE LA BELLACASA Maria, *Politiques féministes et construction des savoirs. Penser nous devons*, L'Harmattan, Paris, 2012

### Sur les économies féministes et le point de vue féministe sur l'économie

ALVAREZ Elvita, PRAZ Anne-Françoise, et. alii, *Vers des sciences économiques féministes* (Edito), *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 26, No 2, 2007, pp. 4-10

BARKER Drucilla K. and FEINER Susan F., *Liberating economics. Feminist perspectives on families, work, and globalization*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 2004

BISILLIAT Jeanne et VERSCHUUR Christine (dirigé par), *Genre et Économie*, *Cahiers Genre et développement*, n°2, 2001, AFED-EFI, Paris-Genève

DOLFSMA Wilfred et HOPPE Hella, *On Feminist Economics*, *Feminist Review*, No. 75, Identities, 2003, pp. 118-128

FERBER Marianne et NELSON Julie, *Beyond economic man. Feminist theory and economics*, The University of Chicago Press, Chicago, 1993

FOLBRE Nancy, *De la différence des sexes en économie politique*, Editions des Femmes, Paris, 1997

FRASER Nancy, *Le Féminisme en mouvements. Des années 1960 à l'ère néolibérale*, Ed. La Découverte/Politique et Société, Paris, 2012

HARDING Sandra, *Can feminist thought make economics more objective?*, *Feminist Economics*, Volume 1, numéro 1, mars 1995, pp. 7-32(26)

MATTHAEI Julie, *Beyond Economic Man: Economic Crisis, Feminist Economics, and the Solidarity Economy*, Paper delivered at the International Association for Feminist Economics Conference, juin 2009

PERKINS Patricia E., *Feminist Ecological Economics*, Summer Conference on Feminist Economics of

the International Association for Feminist Economics, American University, Washington DC, 21-23 juin, 1996

PUJOL Michèle, Into the Margin, in Out of the Margin. Feminist Perspectives on Economics, Edited by Edith Kuiper and Jolande Sap with Susan Feiner, Notburga Ott and Zafiris Tzannatos, Routledge, Londres, 2005, pp. 13-24

ROBEYNS Ingrid, A Decade of Feminist Economics: A Review of Marianne A. Ferber and Julie A. Nelson (eds.) Feminist Economics, Today. Beyond Economic Man, site personnel: [www.ingridrobeyns.nl/Downloads/BRFerberNelson.PDF](http://www.ingridrobeyns.nl/Downloads/BRFerberNelson.PDF), 2003

ROBEYNS Ingrid, Is there a feminist economic methodology, draft paper, site personnel: <http://www.ingridrobeyns.nl>, 2000

SCHNEIDER Geoff and SHACKELFORD Jean, Ten principles of feminist economics: a modestly proposed antidote, draft paper of a presentation at the Meeting of the Southern Economic Association, Baltimore, 1998

Valeria Esquivel (editora), Alma Espino, Lucía Pérez Fragosó, Corina Rodríguez Enríquez, Soledad Salvador, (con la colaboración de Gabriela Pedetti), Alison Vásconez (2012) *La economía feminista desde América Latina: una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región GEM LAC* – Grupo de Macroeconomía y Género en América Latina ONU-MUJERES, Santo Domingo

### Sur l'économie sociale et solidaire

CN-CRES: Panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions - Édition 2012

DEGAVRE, F. et LEMAÎTRE A., Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale, Interventions économiques, 38, décembre 2008. (revue électronique : [http://www.telug.quebec.ca/pls/inteco/rie.entree?vno\\_revue=1&vno\\_numero=55](http://www.telug.quebec.ca/pls/inteco/rie.entree?vno_revue=1&vno_numero=55))

DRAPERI Jean-François, Pour l'économie sociale, [http://www.crida-fr.org/03\\_actualites/panels/Panel 7 France/ISTR- EMES paper Draperi.doc](http://www.crida-fr.org/03_actualites/panels/Panel%207%20France/ISTR-EMES%20paper%20Draperi.doc)

FREMAUX Philippe: Les économistes interrogent l'Economie sociale et solidaire, Note de synthèse de l'Enquête réalisée pour le Labo-ESS et l'Institut CDC pour la recherche, Alternatives Economiques Etudes et Communication, Janvier 2013

GUÉRIN Isabelle, Femmes et Économie sociale, La Découverte, Paris, 2003

GUERIN Isabelle, HERST Madeleine, FRAISSE Laurent (eds), Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale, ERES, Paris, 2011

JEANTET Thierry, L'économie sociale. Une alternative au capitalisme ?, Ed. Economica, Paris, 2008

LAVILLE Jean-Louis, Politique de l'Association, Ed. du Seuil, Coll. Économie Humaine, Paris, 2010

LAVILLE Jean-Louis, Agir à gauche. L'économie sociale et solidaire. Desclée de Brouwer, Paris, 2011

LAVILLE Jean-Louis, Economie solidaire et changement social in L'économie solidaire, Les Essentiels d'Hermès, CNRS Editions, Paris, 2012

Observatoire national de l'économie sociale et solidaire, *Atlas de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions*, Paris, 2009

POLANYI Karl, La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, Paris, Gallimard, 1983

VERCAMER Francis, « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi » Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire, Avril 2010.